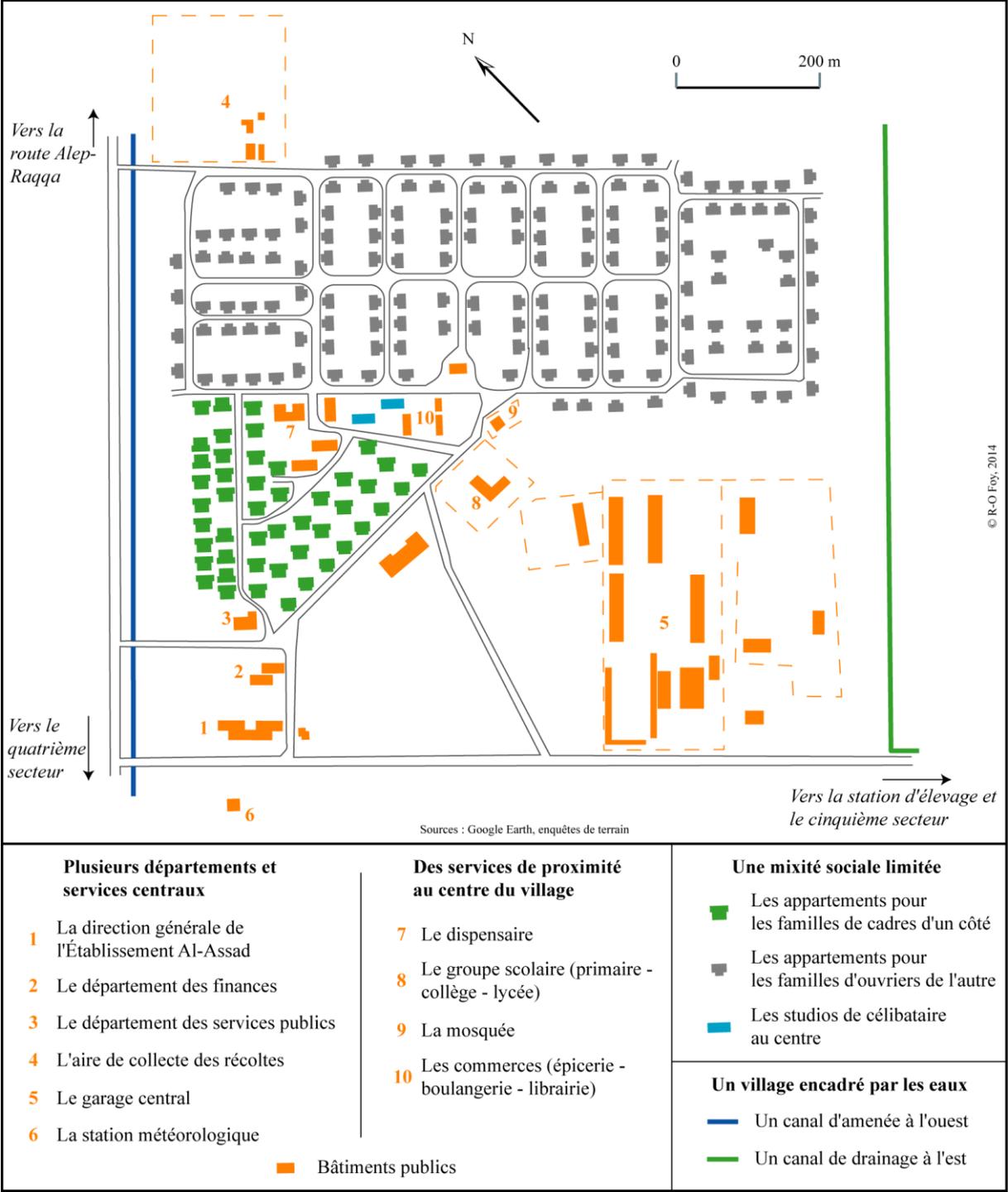

La ferme d'État Al-Assad entre rejet, adaptation et réappropriation (1971-2010) : retour sur la construction autoritaire d'un territoire dans la campagne syrienne

Roman-Oliver Foy ; Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; UMR 8185 Espaces Nature et Culture

Rationalité et émancipation sont des termes qui apparaissent souvent lorsqu'il est question de l'ambition « moderne » qui présidait aux collectivisations dans le monde et qui se traduit dans l'occupation du sol par des quadrillages réguliers. Observant les résultats concrets à l'aune des objectifs officiels et prenant acte des arrangements individuels et collectifs qui semblent faire perdre sa rationalité au système, on pourrait alors être tenté de considérer que généralement, c'est l'échec qui est au rendez-vous de ces projets colossaux. Voir ces aménagements de l'intérieur, sur le long terme, permet de dépasser les notions simplistes de réussite ou d'échec propres aux évaluations des politiques publiques. Dans ces aménagements, au quotidien, on vit, simplement, et on s'adapte, si nécessaire.

Si dans les années 1960 et 1970, la politique agricole du parti Ba'th a été majoritairement réformiste, quelques fermes d'État ont été mises en place, parmi lesquelles deux appartenaient à un immense projet hydro-agricole, le Projet de l'Euphrate. Cet aménagement représentait une part importante des investissements publics de l'époque et était partiellement financé grâce à l'aide bilatérale soviétique. C'est pourquoi les structures collectivistes qui s'y trouvaient ont bénéficié de moyens conséquents, ce qui en a fait des territoires à part à deux titres : d'une part, ils étaient exemplaires de l'ambition moderne de contrôle propre à beaucoup d'espaces autoritaires (en particulier les sovkhoses d'inspiration soviétique) ; d'autre part, ils jouissaient d'une certaine exclusivité territoriale, c'est-à-dire que la plupart des objets situés dans leurs frontières dépendaient d'une seule agence ministérielle, excluant de fait les autres administrations publiques compétentes dans le reste du territoire syrien.



Sukkariya : un village-modèle qui reflète l'ambition émancipatoire et rationaliste dans une ferme d'État en Syrie

Le « village-modèle » dont le plan est ici commenté est le centre d'une des deux grandes fermes d'État du Projet de l'Euphrate. D'une trentaine de milliers d'hectares et appelée Établissement Al-Assad, elle a été aménagée dans les années 1970. (En 2000, les terres ont été décollectivisées et redistribuées à des particuliers par lots de trois hectares par famille nucléaire). Rationalité et émancipation sociale étaient les idées maîtresses des concepteurs de cet ensemble. D'autant plus qu'à cette époque, la politique de développement rural menée par le parti Ba'ath était de limiter l'exode rural en offrant aux habitants les conditions économiques et sociales leur permettant de vivre décemment sans avoir à se déplacer en ville.

Dans une approche fonctionnaliste, les concepteurs de cet aménagement ont voulu offrir aux habitants des équipements considérés comme indispensables. Toutes les maisons, divisées en deux appartements, étaient raccordées aux réseaux d'adduction, d'assainissement et d'électricité. Dans le village-modèle se trouvaient en outre de nombreux services, notamment une école primaire et secondaire, un dispensaire, un centre culturel, une mosquée ou encore des petits commerces, ce qui permettait aux habitants de voir leurs besoins quotidiens assurés sans avoir à parcourir de longues distances. Vie décente signifiait également travail salarié. Pour bénéficier d'un appartement dans ce village-modèle, il fallait être employé de la ferme d'État. Ainsi était renforcée la collectivité formée par les habitants de Sukkariya puisque leur vie quotidienne, au travail et à la maison, se situaient dans un seul et même lieu.

Ceci étant, la rationalité recherchée par les concepteurs de cet aménagement impliquait que chacun reste à sa place, afin que le contrôle social et économique puisse être rigoureux. La structure organisationnelle de la ferme d'État était mécaniste, ce qui signifie que la conception, du ressort des ingénieurs et des techniciens, était séparée de l'exécution, dévolue aux ouvriers. Cette hiérarchie des individus était alors reproduite dans le village-modèle, les appartements destinés aux cadres étant séparés des autres. Ainsi la collectivité était-elle bien structurée, les individus ayant des statuts différents ne se mélangeant hors du travail que dans les commerces, à l'école ou à la mosquée.

Une certaine résistance à l'esprit des aménagements

Cet aménagement a été construit en vue de constituer une « *société nouvelle* », « *un homme nouveau sur une terre nouvelle* », selon les termes mêmes utilisés dans les rapports de conception. Dans cette optique, il fallait faire table-rase du passé. Sukkariya a été établi sur les ruines d'un village détruit par la construction de la ferme d'État. D'où la violence vécue par certains habitants, comme cet enseignant d'une quarantaine d'années qui, enfant, a dû déménager lorsque son village a disparu : « *Évidemment c'était dur ! Et comment ! Par exemple, je me rappelle lorsque nous sommes venus ici pour construire ; les gens n'avaient pas d'argent ; ils n'avaient pas d'argent pour construire ici. (...) En plus je me souviens qu'on a dû partir en hiver, et on n'avait pas encore construit de maisons. C'était très difficile* ».

Dans ces conditions, certains habitants n'ont pas voulu vivre dans les frontières de cet aménagement, ni travailler pour la ferme d'État. C'est le cas de cette femme d'une soixantaine d'années qui a d'abord refusé de vivre avec son mari et ses enfants dans le village-modèle même si on le lui avait proposé : « *Les maisons ne nous ont pas plu. Les maisons étaient petites. Nous sommes habitués à la steppe. Les maisons ne nous plaisaient pas (...) Elles étaient petites, trop petites. On voulait des maisons comme celles de chez nous* ». Elle a déménagé à la fin des années 1970 dans un autre village, hors des frontières de l'Établissement Al-Assad, et son mari est parti en Arabie Saoudite travailler dans le bâtiment pendant quelques années.

La table rase du passé ne concernait pas que le bâti, mais également les rapports sociaux, considérés explicitement dans certains rapports de conception comme « *archaïques* ». La Constitution du parti Ba'ath arabe socialiste, au pouvoir en Syrie depuis 1963, associe les structures tribales à une sorte de féodalisme à éradiquer afin que le seul sentiment d'appartenance revendiqué par les individus soit le nationalisme arabe. Le prestige du lignage, principale source de notabilité clanique et tribale, devait alors être remplacé dans la ferme d'État par le niveau d'études, duquel découlait la place de chacun dans la hiérarchie professionnelle et donc son statut dans la collectivité.

Néanmoins, les habitants n'ont suivi que partiellement les ambitions des concepteurs de la ferme d'État ; les structures tribales ont certes été affaiblies, mais n'ont pas disparu. Selon les habitants mêmes de certains villages-modèles, des individus aux origines géographiques variées y sont mélangés, mais il existe également une surreprésentation de certains clans par rapport à d'autres. La solidarité entre membres de ces groupes liés à la revendication d'un lignage commun est encore vivante aujourd'hui, que ce soit dans les discours des habitants ou les pratiques matrimoniales.

Vers la réappropriation des aménagements

En dépit de ces résistances, progressivement, les habitants se sont arrangés avec les bouleversements qu'ils vivaient. Une partie de ceux qui avaient vu leurs villages détruits pendant la construction de la ferme d'État sont revenus après quelques années et se sont installés dans les villages-modèles, comme la femme âgée citée ci-dessus dont le mari est rentré d'Arabie Saoudite au début des années 1980 pour travailler pour l'Établissement Al-Assad. Ainsi, même si elle était au départ critique sur les maisons, elle s'y est habituée, quitte à modifier ce qui était vraiment inacceptable, comme les toilettes, déplacées à l'extérieur des appartements.

En outre, chez les habitants des villages-modèles, un sentiment d'appartenance (non exclusif de l'appartenance tribale) à une même collectivité s'est développé, avec les solidarités que ce type de groupe implique, comme s'en souvient cet ancien contremaître dans la ferme d'État : « *Les relations sociales au départ, dans les années 1980 (...) jusqu'en 2000, étaient très*

très bonnes, on était solidaires. Par exemple, untel a mal à la tête ? Moi, je dois aller le voir. Il faut lui amener un médecin. On amène une voiture, de l'argent pour le médecin ».

D'autant plus qu'une partie des individus appréciaient la diversité des origines géographiques dans les villages-modèle, car elle permettait d'éviter la promiscuité, comme l'explique cet habitant de Sukkariya : « *Dans la ferme ici, les gens sont originaires de plusieurs régions. Ils se respectent les uns les autres. Entre proches, dans un village normal, les gens ne se respectent pas. (...) Ici c'est mieux, personnellement, je me sens mieux ici. Si tu ne veux pas de moi, si tu ne viens pas chez moi, tu ne viens pas chez moi. Tu es libre. Dans les villages où il n'y a qu'une seule famille [un seul clan], là où il n'y a que des proches, tu dois aller chez les autres, sinon [on te demande] : "Pourquoi ? Tu as des problèmes avec lui" ? (...) Il y a des obligations. Ici, si tu m'aimes bien, tu veux venir chez moi, je t'en prie, si tu ne viens pas, tu es libre ».*

Progressivement, on s'attache à cet espace, et on l'investit. Lors d'une discussion informelle, un habitant de Sukkariya raconte qu'à son arrivée dans les années 1980, il ne pensait pas rester longtemps dans l'Établissement Al-Assad. Certains lui avaient dit de planter des arbres fruitiers dont la ferme d'État fournissait les graines, mais il avait répondu par des sarcasmes, sûr que son emploi était temporaire et qu'il repartirait rapidement. Après quelques années, dans les années 1990, il a construit deux pièces supplémentaires à côté de l'appartement de son village-modèle et a planté des oliviers. Aujourd'hui, s'exclame-t-il, il a une forêt !

La disparition de la ferme d'État mais le maintien de la collectivité

En 2000, la ferme d'État est liquidée et les terres redistribuées aux particuliers. Les services collectifs, jusqu'alors du ressort de la direction générale de l'Établissement Al-Assad, ne sont plus assurés, comme en témoigne les déchets qui jonchent le sol de Sukkariya et le mauvais entretien de la voirie et des réseaux d'adduction. On commence à débattre de la corruption généralisée et des pertes économiques que pouvait occasionner le fonctionnement de cette lourde structure. Apparemment, l'ambition rationaliste et émancipatoire revendiquée par les concepteurs de la ferme d'État dans les années 1970 a donc échoué.

Pourtant, la collectivité qui a émergé dans chaque village-modèle perdure. Les habitations continuent d'être investies par leurs occupants. Dès lors que le contrôle de l'occupation des sols disparaît avec la décollectivisation, ils construisent des murs pour se constituer des petits jardins privés, des nouveaux étages ou des annexes pour leurs familles qui s'agrandissent. En outre, les habitants sont prêts à remplacer la ferme d'État pour la gestion des services collectifs en présentant au ministère des Collectivités locales des demandes de création de municipalités, structures délocalisées exerçant certaines compétences territoriales.

L'investissement est non seulement matériel mais également affectif, de nombreux habitants, notamment parmi les plus jeunes, ne se sentant désormais chez eux que dans les

villages-modèles, comme l'explique ce père de famille vivant à Sukkariya : « *Je préfère ici, c'est mieux. J'habite ici. Regarde les gens, comment on vit dans la région. Aujourd'hui, cela nous fait trente ans ici. La plupart des enfants sont nés ici. Ils se sont habitués à l'environnement, aux gens. Lorsqu'ils vont dans leurs villages, chez leurs proches, ils sentent que ... les gens ... c'est-à-dire ... que les habitudes et les coutumes sont différentes. Elles ne sont pas si éloignées, mais elles sont différentes. Ils préfèrent ici. Les enfants préfèrent ici. Ils ne veulent pas revenir dans leurs villages. Parce qu'ils y vont en tant qu'invités, deux ou trois jours, et ils veulent revenir* ». Même la femme âgée citée à plusieurs reprises ci-dessus préfère désormais habiter dans le village-modèle plutôt que de vivre à côté de ses « *proches* », c'est-à-dire les membres de son clan : « *Ici [à Sukkariya] c'est mieux. (...) Je connais mes voisins, je me suis habituée à ici. (...) Ici, c'est mieux que mes proches* ».

Ainsi, même si la politique publique menée par le parti Ba'th dans l'Établissement Al-Assad depuis les années 1970 n'a pas rempli tous ses objectifs, son ambition émancipatoire et rationaliste n'a pas été sans conséquences sur la vie quotidienne des habitants. Un changement social a bien eu lieu, même s'il ne s'est pas fait exactement dans les termes imaginés originellement par les concepteurs des aménagements. Lors d'une discussion informelle, un habitant de la région fait une analogie entre l'Établissement Al-Assad et une boîte de nuit qui aurait été construite à côté de chez lui. Au départ, comme il est musulman, il va s'en méfier. Néanmoins, poursuit-il, progressivement, il va s'habituer à sa présence, peut-être un jour va-t-il même y faire un tour, par curiosité, avant éventuellement d'apprécier ce genre de divertissement. D'autant plus s'il peut finalement se réappropriier la boîte de nuit et adapter certaines de ses caractéristiques à ses propres désirs. C'est le cas dans beaucoup de grands projets étatiques qui ont vu s'estomper progressivement le volontarisme à l'origine de leur fondation, permettant alors aux habitants de remodeler l'esprit des aménagements.

En outre, si l'ambition émancipatoire et rationaliste n'a pas fabriqué des individus parfaitement disciplinés, elle n'a pas non plus engendré des citoyens en rupture avec le régime. Alors qu'une grande vague de contestation s'est étendue sur une vaste partie de la Syrie à partir de mars 2011, dans l'Établissement Al-Assad, les manifestations contre le régime ba'thiste ont été peu nombreuses¹. Cette observation ne signifie certes pas une fidélité indéfectible au pouvoir politique national et ne peut être uniquement explicitée par les politiques agraires de ces quarante dernières années. Néanmoins, on ne peut négliger les effets sur les esprits de la rhétorique officielle du Parti, surtout dans le contexte d'un village-modèle dans lequel la population avait tendance à vivre en vase clos.

¹ FOY Roman-Oliver, 2014, *Habitants et territoires dans un grand périmètre irrigué en Syrie. De la création à la liquidation d'une ferme d'État*, Thèse de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, pp. 572-580

Courant 2013, l'Établissement Al-Assad est passé sous le joug de l'État islamique en Irak et au Levant. Dès lors, que reste-t-il de cette collectivité qui a émergé dans les villages-modèles à la faveur de la politique volontariste du Régime syrien à partir des années 1970 ? Les habitants originaires d'autres régions sont-ils rentrés chez eux ? Restent-ils attachés à cette ancienne ferme d'État où ils ont vécu pendant parfois plus de trente ans, voire y sont nés ? Dans quelques années, ou décennies, lorsque cette crise tragique trouvera une fin durable, que restera-t-il dans les mémoires et les paysages de ce territoire construit et porté par un pouvoir autoritaire qui a désormais localement disparu ?

Pour citer cet article : Roman-Oliver Foy, « La ferme d'État Al-Assad entre rejet, adaptation et réappropriation (1971-2010) : retour sur la construction autoritaire d'un territoire dans la campagne syrienne » ("The State Farm of Al-Assad between Rejection, Adaptation and Re-Appropriation (1971-2010): Revisiting the Authoritarian Construction of a Territory in the Syrian Countryside", traduction : Laurent Chauvet), *justice spatiale - spatial justice*, n° 8, Juil. 2015, www.jssj.org